

Journée d'orientation PAT

- Région Centre-Val de Loire -

THEMATIQUE

De la sensibilisation à la co-décision, quelle implication des habitant-es dans les PAT ?

La loi d'avenir agricole de 2014 définit les PAT comme un dispositif "élaboré de manière concertée avec l'ensemble des acteurs d'un territoire". Mais comment se concrétise la participation des acteurs au sein des PAT de la région ? Quelles sont les différentes formes de participation possibles ?

A travers des exemples de PAT en et hors région, d'initiatives de démocratie alimentaire et de témoignages d'accompagnateurs de démocratie permanente, les participant-es à cette journée ont pu se questionner collectivement sur leur place respective dans la gouvernance des PAT.



Vous avez dit Journées d'orientation ?

Dans le cadre de la mission d'orientation des projets alimentaires territoriaux confiée par la Région Centre Val de Loire en 2018, InPACT Centre réunit régulièrement les acteurs souhaitant s'informer sur les démarches alimentaires. Collectivités, territoires de projets, institutions, associations, agriculteurs, citoyens, entreprises, viennent échanger et se nourrir des expériences en et hors région. Les sujets abordés sont variés : gouvernance locale, foncier agricole, restauration collective, environnement... Cette 16ème journée d'orientation des PAT a été organisée avec le syndicat mixte du Pays Vendômois.



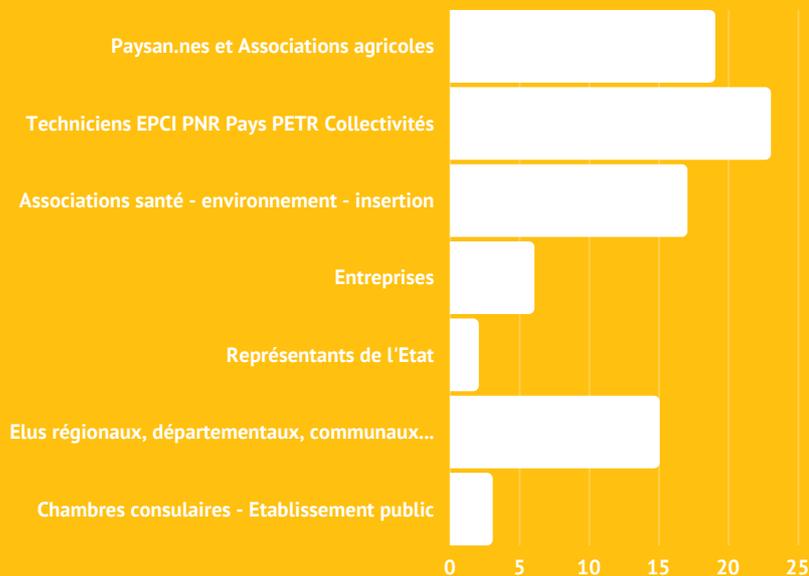
P.2 Démocratie participative... De quoi parle-t-on ?

P.4 Présentation d'initiatives inspirantes de mobilisation citoyenne

P.7 Témoignages de territoires sur la participation citoyenne

P.9 Rapport d'étonnement et conclusion

80 participant-es



Ouverture par Claire Foucher-Maupetit, présidente du Syndicat Mixte du Pays Vendômois et Oriane Marcadet, chargée de mission PAT

En réflexion depuis 2019, le PAT du Pays Vendômois a été labellisé en 2021. Le premier plan d'actions qui s'étend de 2021 à 2023 sera revu l'année prochaine. Beaucoup d'actions sont menées dans le cadre du PAT: formation des cuisiniers, rencontres entre agriculteurs-ices... Afin d'impliquer au mieux les citoyen·nes dans le projet, le Pays Vendômois met actuellement en place un Conseil local de l'Alimentation.



Retrouvez le podcast "Quelle place pour les citoyen·nes dans l'élaboration des politiques alimentaires ?" reprenant les interventions de la journée



Démocratie participative... De quoi parle-t-on ?

Intervenants et ressources

Julie MAUREL

Responsable du pôle Territoire - Labo et Réseau
Au sein de Démocratie Ouverte



Voir le support de présentation avec de nombreux exemples d'outils de démocratie participative



Au secours d'une démocratie représentative ?

L'état français définit la participation citoyenne comme "la pratique démocratique permettant **d'associer les citoyens au processus démocratique en dehors des grands rendez-vous électoraux.**" Dans un contexte de montée de l'abstention et de polarisation de la société (montée des extrêmes), l'intensification des dispositifs de démocratie participative par les institutions et collectivités chercherait-elle à venir compenser certaines défaillances du système de démocratie représentative ? Mais, ces dispositifs de démocratie participative venant d'"en haut" (*Top-down*) ont souvent du mal à se mêler avec un autre versant de la participation citoyenne menée par les structures associatives (*Bottom-up*).

Les minimas de la participation citoyenne

Pour Démocratie Ouverte, la participation citoyenne se définit par deux incontournables :

- la présence d'un **temps de délibération** pour passer de l'avis personnel à un positionnement collectif (passer du *je* au *nous*)
- un **impact démontrable, traçable** sur la décision publique (politique ou technique)

La sensibilisation, le préalable nécessaire, mais pas suffisant, à la participation

On parle souvent d'une **échelle de la participation**, plus ou moins impliquante pour le citoyen : information / consultation / conception / coproduction / co-décision.

Il existe une grande diversité de démarches et d'outils, mêlant les différents modes de participation. Les campagnes de sensibilisation sont une brique fondamentale et feront partie du volet "pédagogique" nécessaire à tout dispositif de participation citoyenne. Chaque outil doit être choisi en fonction des intentions et des capacités de la collectivité, de la réunion publique à l'assemblée citoyenne, il n'y a pas d'outils "magiques", mais bien surtout **des intentions de partager les décisions...**



Ateliers tournants d'initiatives inspirantes de mobilisation citoyenne



Le Conseil National de l'Alimentation - Mathilde GORZA



[Voir le site de la structure](#)

Le CNA est **une instance consultative** existant depuis 1985, placée auprès des ministres de l'environnement, de la consommation, de la santé et de l'agriculture. 63 membres sont répartis en 8 collèges (du producteur au consommateur, des représentants de la recherche et des ministères). Le CNA peut être saisi par les ministères pour donner des avis sur différents sujets, mais aussi s'auto-saisir. Le CNA n'a pas aujourd'hui les capacités de vraiment suivre l'impact de ses avis, mais il semble que leur avis soient plus entendus lorsqu'il y a saisine des ministères que lors d'une auto-saisine.

Le CNA a monté en 2018 un comité d'action pour la participation citoyenne afin de mieux intégrer la parole des citoyens dans les avis (en cohérence avec la loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt de 2014). La commission nationale du débat public a accompagné le CNA, à l'élaboration de différents scénarii pour favoriser l'implication citoyenne. Lorsqu'elle est jugée nécessaire, une cellule de participation citoyenne avec des experts du sujet et de la participation citoyenne est alors mise en place pour décider de la meilleure manière d'impliquer les citoyen·nes.

Sur le sujet de la précarité alimentaire, en 2022, les citoyen·nes ont été impliqués via des **débats auto-portés** (67 ont été organisés sur tout le territoire par des structures locales, notamment des collectivités). Un **panel citoyen·nes** de 18 personnes, dont 10 en situation de précarité, a également produit un avis citoyen de 24 propositions. Le groupe de travail du CNA a repris 87% des propositions. Les débats auto-portés ont plutôt alimenté la partie "constats".

La Caisse Alimentaire Commune - Eric GAUTHIER



[Voir le site de la structure](#)

Située dans le Vaucluse, un des départements les plus pauvres de France, l'association Au Maquis anime un café associatif en milieu rural. Par ses activités, l'association est en contact avec des personnes en situation de précarité et des paysan·nes du territoire. Fatigués d'avoir *"l'impression d'accompagner la création de circuits courts accessibles seulement aux riches"*, les membres de l'association découvrent le projet de **Sécurité Sociale de l'Alimentation**. Ils décident de créer un groupe de réflexion avec des acteurs du territoire pour se construire une culture commune sur la SSA selon **les principes de l'éducation populaire** : intervention de chercheurs, présentation d'initiatives, échanges, débats contradictoires... Au bout de 9 mois, ils aboutissent à la constitution d'un **Comité Local de l'Alimentation**, constitués d'habitants, dont des personnes en précarité, qui devront ensemble **gérer le budget d'une caisse alimentaire commune**. Une expérimentation qui donne une place centrale aux habitant·es dans la construction d'une politique alimentaire. On attend avec impatience de voir les premiers résultats !

La MAD, Tiers-lieu alimentaire - Marketa SUPKOVA



[Voir le site de la structure](#)

La MAD, **Maison de l'Alimentation Durable**, est un projet de tiers-lieu alimentaire situé à Brest, souhaitant remettre la participation citoyenne au cœur des systèmes alimentaires. *"On s'est satisfait d'une sorte de consumérisme des politiques alimentaires"* exprime Marketa qui met en relation précarité alimentaire et précarité démocratique. Ainsi, les **pratiques pédagogiques émancipatrices** auront une place centrale dans ce Tiers-lieu dédié à l'alimentation.

Elle l'envisage comme un lieu d'écoute, de positivité, de débats, d'ateliers et bien sûr de restauration, pour que les habitant·es puissent se sentir *"soignés"* et légitimes à s'investir dans les transitions.

Le projet n'est pour l'instant pas soutenu par la collectivité, mais l'association souhaite que ce lieu devienne une place centrale de construction des politiques alimentaires territoriales.



Ateliers tournants d'initiatives inspirantes de mobilisation citoyenne



La Fresque Agri'Alim - Astrid TARTERET



[Voir le site de la structure](#)

Sur le modèle de la fresque du climat, les fondatrices de la Fresque Agri'Alim souhaitent sensibiliser aux composantes, impacts, et enjeux du système alimentaire. Le contenu de l'animation a été élaboré avec l'ADEME sur la base de 150 documents scientifiques. L'animation se déroule pendant 3 heures avec un groupe de 4 à 8 personnes. Les participant-es retracent les **liens de cause à effet**, une restitution est faite par l'animateur-ice, un temps d'échange sur les **pistes de solution** est proposé pour clore l'animation. L'atelier est réalisable en ligne ou en présentiel. Il est possible de devenir animateur-ice de la fresque grâce à des formations sur demande organisées par les fondatrices. **Cet outil de sensibilisation** permet à des acteurs de confronter leur points de vue et de construire un socle commun, étape nécessaire à tout processus de concertation.

Repas élaboré par Biocal-Fabrication Française



Mots du Conseil Régional par Estelle COCHARD, Conseillère régionale déléguée à l'alimentation, et Gaëlle LAHOREAU, vice-présidente déléguée à la démocratie permanente, à la citoyenneté, aux initiatives locales et à l'éducation populaire



Charles Fournier a initié un large projet de "Démocratie permanente" au sein du Conseil Régional accompagné par l'association "Démocratie Ouverte". Gaëlle Lahoreau reprend maintenant cette délégation dédiée à la participation citoyenne. Un événement phare, les **rencontres régionales de la démocratie et de l'éducation populaire est prévu pour 2023**. Par ailleurs, **le dispositif A VOS ID** reste un dispositif de soutien financier aux initiatives citoyennes lancées sur le territoire régional.

Concernant le volet alimentation, la Région a signé une convention **avec l'Etat pour une stratégie de l'alimentation concertée**. La thématique de l'accès à tous et toutes à une alimentation de qualité est une priorité pour la Région, et son action phare est la signature d'une feuille de route pour un **approvisionnement 100% local et 50% bio de la restauration collective des lycées**. La Région réfléchit également au rôle qu'elle pourrait avoir pour favoriser la mise en place d'une **Sécurité Sociale de l'Alimentation**.



La participation citoyenne dans les territoires - témoignages



Le Pays des Châteaux - Xavier LAURRIERE, Directeur



[Voir le témoignage de l' élu référent](#)

Ce syndicat mixte porte un PAT depuis 2018 et dès le début, la question de la gouvernance territoriale a été au centre des préoccupations, en témoigne l'accompagnement par l'IUFN sur ces questions. Un **conseil local de l'alimentation**, CLA a été mis en place et compte aujourd'hui 200 personnes représentant de la distribution, de la consommation, de la production, du tourisme, de l'environnement, du social, de la santé. 44 personnes participent en moyenne à chaque réunion et ont pour mission d'orienter le plan d'action du PAT.

Les **élu-es font partie de ce CLA comme des acteurs "au même niveau que les autres"**. Cette gouvernance est vue comme une innovation et a permis notamment de capter des financements spécifiques. Le CLA a permis de générer un climat de confiance et une interconnaissance entre acteurs. Nicolas Orgelet, élu en charge du PAT affirme que **"le CLA donne une plus grande efficacité au PAT, par son aspect démocratique."**

Rennes Métropole - Ludovic BROSSARD, Élu en charge de l'agriculture urbaine et de l'alimentation durable

La ville de Rennes porte un PAD, Plan Alimentaire Durable, depuis 2017 afin d'influencer le système alimentaire sur :

- le régime de production : en amenant le système à changer à travers la commande publique, en croisant les besoins de la collectivité avec la capacité du territoire.
- le régime symbolique : en outillant les habitant·es afin de **remettre les personnes au coeur des politiques alimentaires**.
- le régime politique : **en partageant le pouvoir**, en partageant la responsabilité.

De nombreux outils de démocratie sont mis en place, de la consultation publique à la mise en place de tiers lieux. Pour l' élu Ludovic Brossard, **cette manière démocratique de faire est une clé de réussite du PAT et permet d'entamer une véritable transition écologique et sociale.**

PNR du Perche - Jean-Yves MESNIL, Élu délégué communal membre de la commission agriculture et alimentation et Louise FORMAGEOT, Chargée de mission PAT

Le PNR est un territoire regroupant 100 communes sur deux régions (Centre-Val de Loire et Normandie). La réflexion autour du PAT a commencé il y a 6 ans. Les habitant·es ont été impliqués dans des **réunions publiques** (100 participant·es). 300 **questionnaires** ont également été réalisés sur les habitudes alimentaires. Ce sont des **groupes de travail** qui ont fait émerger le plan d'action. Pendant les 3 premières années, des **séances plénières ouvertes** ont eu lieu. Aujourd'hui, il n'y a pas de volonté d'impliquer les citoyen·nes dans la gouvernance du PAT. Des **séances d'information plénière** ont lieu occasionnellement. Tous les 3 ans, le PNR a décidé de rediscuter les priorités PAT. Dans ce cadre, les citoyen·nes sont notamment sollicités pour des **forums**.

Plusieurs projets ont émergé autour de la charte agricole du PNR puis dans le cadre du PAT : notamment la marque "Parc", la baguette du Perche, la construction d'une usine de fabrication de fromage et de produits laitiers, un projet autour de la production et la consommation de légumineuses...

RAPPORT D'ÉTONNEMENT ET CONCLUSION

Par Julie Maurel, Démocratie Ouverte

Son premier étonnement est de ne pas être étonnée : il semble que les questions de participation dans le champs alimentaire ne soient pas spécifiques à ce sujet, et on retrouve dans ce champs comme dans les autres, les **complexités de la mise en place d'un processus de démocratie participative**. Cependant, à la différence peut-être d'autres sujets (tel que le foncier par exemple), il semble que **la démocratie participative sur les questions d'alimentation semble couler de source** : *"peut-être parce que tout le monde mange trois fois par jour ?"*

La particularité du jour a été également un message positif des élu-es présents : **la participation citoyenne ne semble pas être un frein à une transition agricole et alimentaire, au contraire, elle semble être un soutien à une politique ambitieuse.**



POUR ALLER PLUS LOIN

- [Démocratie participative- Guide des outils pour agir-FNH](#)
- [Guide de la démocratie locale ouverte- La gazette- D.O](#)
- [Guide pratique- Devenir acteur de la démocratie alimentaire sur son territoire- INRA](#)
- [Atelier praticiens La concertation dans chercheurs : la mise en place des Alimentaires Territoriaux- URCPIE](#)
- [La concertation dans les PAT- Master IPAD](#)
- [Les tiers-lieux nourriciers- Fablim](#)
- [Revue Tiers lieux- numéro spécial Alimentation](#)

Retrouvez les comptes rendus des précédentes journées d'orientation des PAT [ici](#)

➔ **Plus d'articles sur le site** <https://www.pat-cvl.fr/>

SUIVEZ NOUS



 YouTube

Journée organisée par



En partenariat avec



Mandatée par

